

Secrétariat général  
pour l'administration**SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST****MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES  
MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

(Art. L2123-1 du code de la commande publique)

**OBJET DU MARCHE**

Marché n° 25PRNS041

RENNES – 35 – Quartier Margueritte

Relevé des réseaux

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)****PERSONNE PUBLIQUE**

ETAT- MINISTERE DES ARMEES

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

Quartier Margueritte - BP14 - 35998 Rennes cedex 9

**CONDUITE DES OPERATIONS**

Service Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

Sous-direction Investissement – Bureau de Conduite d'Opération de RENNES

Quartier Margueritte – BP14 – 35998 RENNES cedex 9

## SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Présentation de l'opération .....	3
1.1.	Contexte .....	3
1.2.	Localisation du Quartier Margueritte.....	3
1.3.	Plan d'emprise – localisation du projet .....	3
ARTICLE 2.	Objet du marché.....	4
ARTICLE 3.	Marché avec détention de pièces « Diffusion restreinte » en phase exécution .....	6
ARTICLE 4.	Niveau d'avancement du projet.....	6
ARTICLE 5.	Délai de réalisation .....	6
ARTICLE 6.	Modalités particulières d'exécution.....	6
ARTICLE 7.	Prestations intéressant la Défense – Mesures de sécurité.....	6
ARTICLE 8.	Mise en place d'un plan de prévention – 1 entreprise .....	7
ARTICLE 9.	Admission des prestations .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
ARTICLE 10.	Liste des annexes .....	7

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

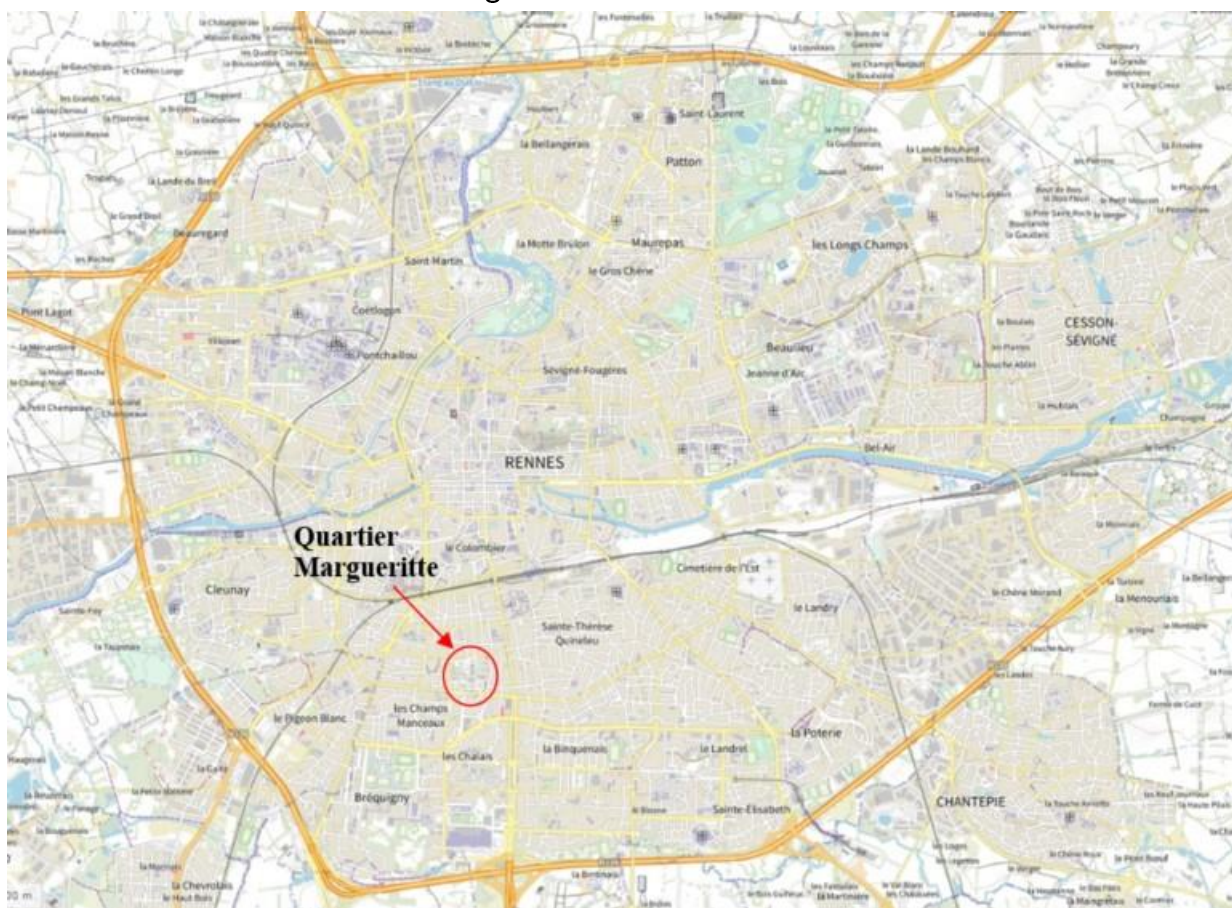
## **ARTICLE 1. Présentation de l'opération**

### **1.1. Contexte**

Le Ministère des Armées envisage un certain nombre de travaux sur le quartier Margueritte. Aussi, afin d'en assurer la préparation, différentes prestations sont menées sur le site.

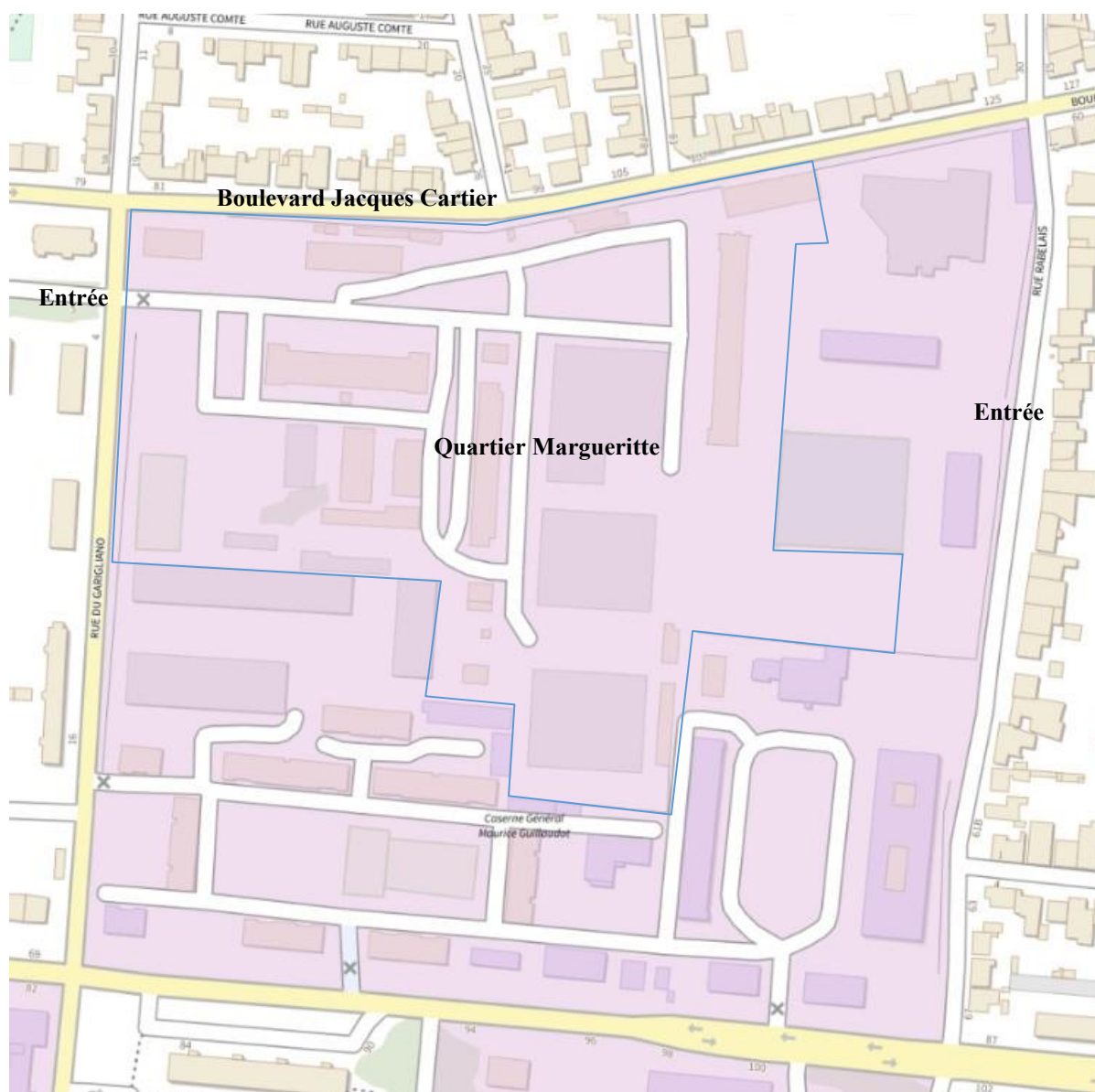
### **1.2. Localisation du Quartier Margueritte**

L'emprise concernée est le quartier Margueritte localisé dans la ville de Rennes (35), à l'adresse suivante : 1 rue du Garigliano.



### **1.3. Plan d'emprise – localisation du projet**

L'aire d'étude couvre le quartier Margueritte, tel qu'indiqué en bleu sur le plan ci dessous. Cela représente une surface totale de 42 000 m<sup>2</sup> (bâtiments inclus).



## **ARTICLE 2. Objet du marché**

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet une **Mission de relevé des réseaux**.

Le **relevé des réseaux** vise à établir un plan des réseaux sous-terrain de la zone d'étude afin de pouvoir les identifier, en déterminer la position réelle et le tracé en 3 dimensions. Il conviendra également de les décrire (nature des ouvrages, regards, chambres de tirage, fourreaux, diamètre et nature des canalisations, points singuliers ...)

Les réseaux susceptibles d'être rencontrés sont de natures diverses : BT, HT, AEP, assainissement, gaz ...

Un plan des réseaux connus sera transmis à l'entreprise titulaire, il lui appartiendra d'en vérifier les informations et de les compléter et/ou corriger dès que nécessaire.

Il devra également être indiqué si des fourreaux vides existent, en indiquer la position et les caractéristiques, ainsi que de vérifier l'état des dits fourreaux libres et leur aptitude à recevoir du câblage.

## 2.1 Livrable

Il est attendu un plan du quartier avec le tracé des différents réseaux et précisant les informations connexes.

Le plan est à remettre au format papier (type A0), et aux formats informatiques suivants : DGN, DWG et PDF.

Le plan respectera la notice graphique pour l'établissement de relevés à intégrer sur DAO, fournie en **annexe 1**.

Les mesures seront effectuées en application de l'arrêté du 16 septembre 2003 portant sur les classes de précision applicables aux catégories de travaux topographiques pilotés par l'Etat ou exécutés pour son compte.

Les relevés planimétriques seront rattachés au système de projection RGF93-conique conforme 48. Les altitudes seront rattachées au système IGN 69 (altitudes normales). Le semi de points relevés devra permettre d'atteindre un tracé du réseau avec une **précision de classe A** telle que définie dans l'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Conformément à l'article 15 de l'arrêté du 15 février 2012, tout relevé en 3 dimensions est effectué pour les ouvrages ou tronçons d'ouvrage aériens, en génératrice inférieure. Les cotes x et y peuvent être relevées uniquement pour les supports, et la côte z peut être relevée uniquement pour les points du tracé entre supports présentant la hauteur de surplomb la plus faible dans les conditions météorologiques les plus défavorables ou être remplacée par l'indication de la hauteur de surplomb minimale réglementaire de ces points.

## 2.2 Contacts

Le titulaire peut à tout moment prendre contact avec les différents acteurs de la maîtrise d'ouvrage et les parties-prenantes afin d'obtenir tous les renseignements ou précisions nécessaires à la réalisation de sa mission. Il convient d'en rendre compte obligatoirement au conducteur d'opérations (CO) par courriel ou téléphone dans un premier temps puis par l'envoi d'un courrier officiel qui sera archivé.

Le CO, interlocuteur du titulaire, sera :

**IMI Quentin ROLLAND**

Chef du bureau de conduite d'opération de Rennes

Sous-direction Investissement

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

Bureau de Conduite d'Opération de Rennes

Quartier Margueritte BP 14 35998 RENNES Cedex 9

Tél : 0223352604 / Courriel : quentin.rolland@intradef.gouv.fr

**ARTICLE 3. Marché avec détention de pièces « Diffusion restreinte » en phase exécution**

Des informations « diffusion restreinte » seront transmises au titulaire et détenues par le titulaire pour exécuter les prestations du marché. La procédure DR est détaillée à l'article 9 du CCAP.

**ARTICLE 4. Niveau d'avancement du projet**

Le projet est en cours d'AVP.

**ARTICLE 5. Délai de réalisation**

Une fois que l'ensemble des démarches nécessaires pour accéder au site, contrôle élémentaire et coordination avec le chargé de prévention du site, seront réalisées (voir ci-après), le maître d'ouvrage notifiera par ordre de service la date de démarrage de la prestation.

**Un délai de 15 jours sera donné pour le démarrage de la prestation qui durera, au maximum, 1 mois.**

Aussi, et avant tout début de la prestation, un plan de prévention sera établi avec le chargé de prévention du site pour définir et arrêter les conditions d'intervention.

**ARTICLE 6. Modalités particulières d'exécution**

La société sera tenue pour responsable de tous les dommages matériels ou corporels résultant de la préparation et de l'exécution de ses travaux.

**ARTICLE 7. Prestations intéressant la Défense – Mesures de sécurité**

L'intervenant sur site devra justifier d'un CPR sans observation de moins d'un an.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des enquêtes administratives est d'environ 8 semaines. Le titulaire tiendra compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations.

**Horaires de travail:** l'accès au site n'est autorisé que pendant les créneaux horaires suivants

- |                     |                               |
|---------------------|-------------------------------|
| - du lundi au jeudi | 8h00 - 12h00 et 13h00 - 17h30 |
| - le vendredi       | 8h00 – 12h00                  |

**ARTICLE 8. Mise en place d'un plan de prévention – 1 entreprise**

Le titulaire s'engage à prendre connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020, relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures, et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant à son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent ayant reçu préalablement formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Le titulaire sera amené à réaliser une inspection préalable de prévention avec le chargé de prévention du site.

L'inspection du travail dans les armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière d'hygiène et sécurité du travail.

**ARTICLE 9. Liste des annexes**

**ANNEXE I :** Notice pour l'établissement de relevés à intégrer sur DAO